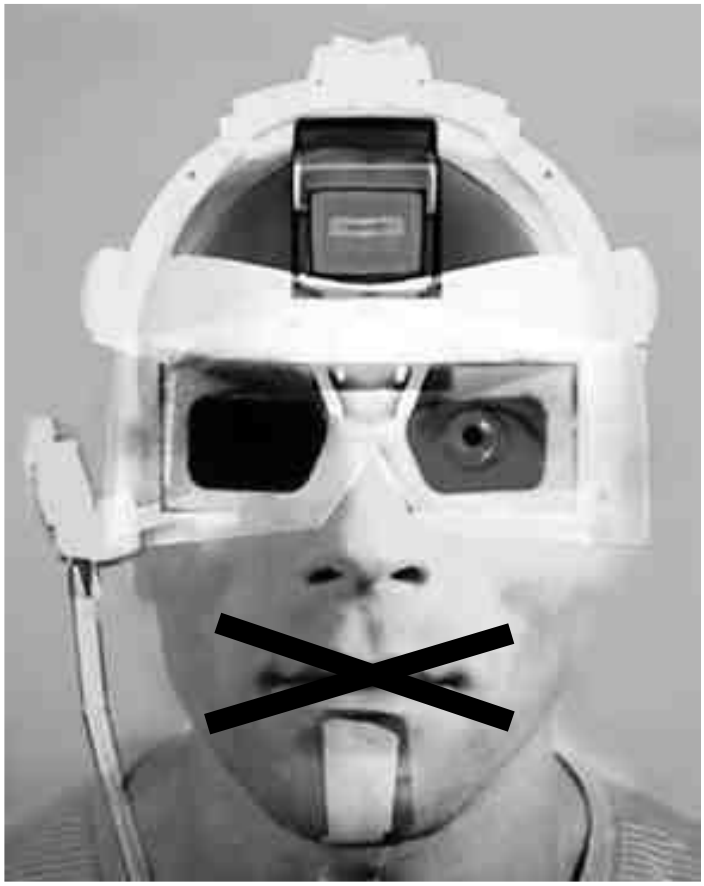
Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N°11 - hiver 2007 - prix libre

SILENCE !



Silence on contrôle ! Vous êtes badgés, codés, mesurés, radiographiés, catalogués, fichés.

Silence on tourne ! Vous êtes filmés, écoutés, GPSisés.

Silence on dénonce ! Ne détournez pas la tête pour sourire à un enfant, vous êtes un pervers et les médias incitent vos voisins à vous dénoncer.

Silence on construit ! Des murs, des frontières, des barrières.

Silence on normalise ! Que pas une idée ne dépasse !

Silence on vote ! Fermez-la et allez choisir en tête de gondole le candidat le mieux formaté.

Tous en colère
Le Cordon noir nous régale
Il y a 20 ans déjà les bébés étaient des voyous p. 2
L'ANPE à la botte p. 3

Nouvelles de la réserve
Bureaucratie et libéralisme aux champs p. 4-5

Citoyenneté partout, démocratie nulle part
La voie de son maître p. 6-7

Capitalisme à la poubelle
Le régime biométrique p. 8-9

Démocratie directe
L'expérience d'Oaxaca p. 10

Démo Crazy
Le régime électoral p. 11

Mauvaises fréquentations
Enfermez-les dehors p. 12-13
Aux Urnes etc... p. 13

Mauvaises lectures
Suprême de dinde à la sauce Tchernobyl p. 14

Revue de crise p. 15

Rendez-vous !
Cinéma nucléaire espagnol à Babylone p. 16

Militaires de tous les pays détruisez vous les uns les autres

Quand le show-biz appelle à voter !

J'suis dégoûté ! Dois-je jeter mes vieilles K7 de Trust ? Leur dernier album (*Soulagez-vous dans les urnes*) est un appel à la citoyenneté et au vote. On est bien loin d'Antisocial ou de leur album *Ni Dieu Ni Maître*.

Joey Starr (ex NTM) nous conseille également d'aller s'inscrire ! Au prochain album, il va nous demander de nous agenouiller devant les keufs ?

Idem pour Akhenaton du groupe IAM. Et combien d'autres ? C'est un vrai concert !

Je ne parle pas de Johnny ou de Sardou qui soutiennent Sarkozy, ou de Renaud, en son temps, qui trouvait Tonton Mitterand sympathique.

Voir ainsi une partie du show-biz nous dire outrageusement qu'il est bien et nécessaire d'aller voter, (pour certains ou certaines, c'est pas une surprise mais pour d'autres...) oui, franchement, j'suis dégoûté !

Allez, va, je vais me requinquer avec un bon vieux Léo Ferré !

Alayn

UN PSILOTE

La vie sur Terre s'est construite autour de l'atome de carbone. Le silicium de même "valence" (même capacité à engager des liaisons avec d'autres atomes) est trop stable pour que la vie ait pu le choisir comme brique de base de son lego. Trop stable, mais néanmoins suffisament labile pour qu'on en fasse des "semi-conducteurs" qui équipent ordinateurs, robots industriels et ménagers. Ces cristaux contenant du silicium laissent passer l'électricité dans leur état excité ou la bloquent dans leur état de repos, d'où les bits (0,1) de nos ordinateurs.

Le philosophe indien Osho Rajneesh a découvert le mot "po", signifiant la réponse à une question pour laquelle la réponse "oui" (en langage informatique =1), ou "non" (=0) n'est pas possible. A partir des conséquences logiques de cette découverte, mathématiciens et informaticiens ont élaboré des processeurs ternaires, rendant donc ordinateurs et robots "intelligents" - il ne leur manquera plus désormais que la fonction d'auto-perpétuation pour acquérir toutes les caractéristiques du vivant sur la base de l'atome de silicium. Amis saboteurs, bon courage et bonne chance !

Milo

CORDON NOIR

Ratabeurk

Les catastrophes culinaires existent bel et bien et bien plus que Dieu. En tant que telles elles sont dévastatrices, mais, ouf, elles sont cycliques comme les crises du porc. Elles s'élaborent sur les fourneaux de la démocratie, avec le concours de chefs illusionnistes, tous les cinq ans maintenant, pour le coup de feu électoral à la présidence de la fameuse république (1).

Ces chefs, sans toques ni étoiles, maîtrisent l'art de transformer leur merde en soupe, tout simplement. Leur ustensile : l'urne. Leur méthode : les élections. Leur recette : la soupe merdique. Le temps de cuisson : quelques mois plein feu, car plus ça mijote, plus ça pue.

Ces chefs, donc, pas vraiment vêtus de blanc, réussissent néanmoins à faire le plein dans leur boui-boui saisonnier de campagne : cuisine gratuite et à volonté obligent... De plus, la recette initiale se décline en une multitude de variantes : soupe brune, soupe rose, soupe rouge, soupe verte, soupe bleu-blanc-rouge, etc...

Mais il y un hic (sic) : après les ripailles, des clients, comme pas vous et pas moi, ont souvent la nausée : trop tard, fallait pas goûter ! D'autres sont indisposés quelques mois plus tard et manifestent dans les rues : trop tard aussi pour porter plainte.

En effet les tenanciers du boui-boui électoral se sont tous délocalisés : le plus malin d'entre eux sévit à l'Elysée où il tartine de la merdouille haut de gamme ; les autres sont redevenus de piteux marmitons qui proposent dans leur région les piteuses et soporifiques recettes de leur syndicat ou de leur parti politique.

Stop ! Ca devient insoutenable et comme la moutarde monte vite à nos délicats naseaux libertaires, boycottons ces pestilentielles tables républicaines et parlementaires.

Faisons donc notre bouffe nous-même, avec ou sans viande hachée, c'est selon, en usant et abusant de toutes les épices légales et illégales cultivées sous notre saine révolte.

(1) qui fait que le président de la république française devient aussi co-prince d'Andorre avec le cureton d'Urgell.

Aux sources nauséabondes du sarkozisme !

Nous avons déjà évoqué l'étroit parallèle qui existait entre le projet de loi « de la prévention de la délinquance » défendu par Sarkozy et l'expertise collective de l'INSERM sur « le trouble des conduites chez l'enfant » (cf. « Danger : bébés délinquants ! » CREUSE-CITRON n°8). Aujourd'hui, après une pétition (« Pas de zéro de conduite pour les enfants de trois ans ») ayant recueilli près de 200 000 signatures, l'INSERM fait amende honorable et se lance dans une autocritique un peu forcée.

Mais laissons les « scientifiques » à leurs colloques et revenons plutôt aux sources politiques (idéologiques !) des propositions sarkozistes. Le journal *Le Plan B* (Bimestriel Critique des médias et enquêtes sociales) dans son numéro 4 d'octobre-novembre 2006 nous propose une piste intéressante sur le problème épineux de ces « bébés-délinquants ». Une publication du RPR, ancêtre de l'UMP actuel (Rassemblement, avril 1984) n'y allait pas par quatre chemins : c'était le Kärcher idéologique avant l'heure sarkozienne ! Voici donc un extrait de cette prose nauséabonde qui ne mérite aucun commentaire, se suffisant largement à elle-même : *« Nous avons actuellement un plus grand nombre de naissances dans les familles dites défavorisées. Or, rien ne peut faire sortir un enfant de ce milieu. Prédisposé génétiquement à la débilité, souvent prématuré, il va avoir une enfance incertaine entre des pères successifs, brutaux et alcooliques, des hospitalisations multiples (...) A la débilité intellectuelle s'ajoute l'instabilité, qui en fera un cancre chahuteur, un illettré incapable d'apprendre un métier. Désœuvré, il deviendra un délinquant. »*

L'ANPE entre rabatteur et recruteur pour l'armée

Nous savions déjà que l'ANPE faisait feu de tout bois pour pouvoir trouver un emploi (ou du moins quelque chose qui y ressemble !) aux chômeurs dont elle a la responsabilité. Nous en avons une fois de plus la preuve à travers le partenariat sans complexe qu'elle a établi avec l'Armée de Terre. Le temps où cette « école du crime » était peu fréquentable, à part sous la contrainte, semble bien loin !

Aujourd'hui, l'armée se présente comme « le premier partenaire des jeunes pour l'emploi » susceptible d'apporter une « stabilité financière ». La Creuse n'échappe pas à ses campagnes de recrutement liées, en particulier, à sa professionnalisation depuis 1996. Bien sûr, nous n'en sommes plus au temps où des recruteurs courraient les campagnes creusoises pour arracher quelques signatures, bien souvent, sous l'effet de diverses boissons assez excitantes. Tout cela s'est bien modernisé : avec l'ANPE et la Mission Locale de la Creuse, l'Armée a trouvé en eux des partenaires-rabatteurs de choix.

Tout de même, au cas où les chômeurs visés ne déborderaient pas d'enthousiasme face à cet avenir radieux qui leur est gracieusement proposé, l'ANPE, dans sa « convocation », indique bien que « leur participation est indispensable » à cette réunion d'information. Et pour être bien sûr de leur présence, rien ne vaut une petite menace bien sentie : toute absence pourrait entraîner leur radiation des listes de demandeurs d'emploi avec toutes les conséquences qui en découlent (perte des indemnités…).

On peut aussi s'interroger sur les critères retenus quant au « public » concerné : un très jeune âge (17 / 25 ans), cela doit rentrer dans le cadre de la lutte contre le « chômage des jeunes » qui fait si peur, en terme électoral. Mais il y a aussi un autre critère concernant le niveau scolaire qui ne doit pas être trop élevé (Bac + 2 maximum). C'est vrai que l'Armée, de tout temps, n'a jamais vraiment apprécié les « intellos ». D'ailleurs une des phrases préférées de maints sous-offs n'est-elle pas : « Réfléchir, c'est commencer à désobéir » ?

Cette réunion à la Bourse du Travail (quelle ironie insultante de faire ce sale boulot dans un tel lieu) aura-telle rapporté son quota de « chair à canon » creusoise ? Si ça n'a pas été le cas, ce n'est que partie remise à l'évidence !

anpe

anpe
Agence de AUBUSSON

MONSIEUR

Identifiant ANPE

Découverte des métiers de l'Armée de Terre

Le 25 octobre 2006

MONSIEUR,

Vous êtes inscrit(e) comme demandeur d'emploi, vous avez entre 17 et 25 ans, d'un niveau scolaire inférieur ou égal à Bac +2.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Armée de Terre, l'ANPE et la Mission Locale de la Creuse vous convient à une réunion d'information :

Le jeudi 9 NOVEMBRE 2006 à 14H00
Salle Bourse du travail - 50 Grande Rue 23200 AUBUSSON
(Derrière la Mairie)

afin de vous présenter les métiers de l'Armée de Terre. **(prévoir l'après-midi).**

Je vous prie d'agréer, MONSIEUR, l'expression de mes salutations distinguées.

La directrice d'agence

PS : Merci d'apporter votre CV

IMPORTANT

Votre participation est indispensable, à défaut de présentation et sans nouvelle de votre part DANS LES 10 JOURS, votre inscription comme demandeur d'emploi pourra être annulée

L'Ecole du Crime entretient sans relâche sa réputation

De nombreux exemples récents parsèment, parfois avec discrétion, les colonnes de la grande presse écrite. Toutes les armées sont touchées ! Bien sûr, l'Irak est actuellement la terre de prédilection pour ces crimes. Il y a eu l'affaire de la prison d'Abou Graïb avec ses tortures et humiliations délirantes par des marines étatsuniens bien obéissants. Plus récemment, c'est le massacre de 24 irakiens de sang-froid (femmes, enfants…) avec comme toute défense de l'avocat des inculpés américains, ce banal et glacial : « Les soldats ont fait ce pour quoi ils étaient entraînés ». L'armée britannique n'est pas en reste avec ses différents scandales de tortures, crimes de guerre et autres de la part de ses commandos d'élite à la réputation internationale. L'Afghanistan a permis dernièrement aux militaires allemands de se distinguer dans la course à l'horreur avec des photos-souvenirs inoubliables marquées de quelques crânes humains du meilleur effet. On pourrait continuer cette macabre liste pendant encore un bon bout de temps !

Et notre bonne vieille armée française ? Bien sûr, elle n'est pas en reste. Elle doit maintenir, elle aussi, sa réputation. Traditionnellement, c'est l'Afrique qui lui sert de « terrain » : Centrafrique, Tchad…Côte d'ivoire. Dans ce dernier pays, certains de ses soldats ont « inauguré » le meurtre par étouffement avec un sac en plastique. De quoi faire rêver nos futurs tortionnaires. Tout dernièrement, en France, un ancien militaire accusé de destruction d'un lieu de culte musulman a expliqué naïvement que c'était à l'armée qu'on lui avait appris cet étrange amour de son prochain arabe !

Jacques Mesrine, célèbre « ennemi public n°1 » de la fin des années 70, posait clairement les termes du problème : « Dès mon enfance, mes yeux se sont ouverts sur la mort et la violence. J'ai ressenti la guerre que les adultes se livraient au nom des libertés. A l'âge d'homme, je l'ai faite moi-même. Autre guerre…autre violence. Le meurtre collectif est glorifié s'il se commet au son de l'hymne national. Les guerres vécues, les guerres racontées, les guerres ressenties ne m'ont pas donné l'exemple du respect de la vie. Elles n'ont fait que légaliser l'assassinat à mes yeux. On a armé ma main au son de La Marseillaise et cette main a pris goût à l'arme. On m'a appris la violence et j'ai pris goût à la violence ».

A suivre…

Une nouvelle machine bureaucratique en marche : Le Parc naturel régional de Millevaches en Limousin

Après plus de vingt ans de déchirements et de querelles «politiques » voire bassement cygénétiques, 113 communes sur 121 ont approuvé en octobre 2003 la charte du Parc naturel régional (PNR) qui s'étend sur les trois départements du Limousin. Que de tractations, combines et pressions diverses entre factions politiques pour placer ses hommes aux postes-clés de cette nouvelle structure ! Ainsi la bureaucratie politicienne et technocratique, inscrite dés le début dans les racines mêmes de celle-ci, ne mit pas longtemps à étouffer toutes velléités d'une éventuelle démocratie participative bien timide !

Des résistances d'élus de base, d'associassions, d'habitants… se font jour petit à petit mais seront-elles, à l'avenir, capables de s'opposer efficacement à l'hégémonie d'une pensée et de pratiques aux relents parfois subtilement antidémocratiques ?

En attendant d'éventuels contre-pouvoirs basés sur des comités d'habitants voire un mouvement municipaliste libertaire, quelques habitants du plateau ont mené une réflexion collective et élaboré un texte afin d'ouvrir « un espace de discussion, de mise en commun des usages » et de formuler « ce qui (les/nous) lie au Plateau et ce que (ils/nous) désirent pour lui, malgré les projets des gestionnaires de l'espace ».

Voici ce texte.

PNR, nouveau désert

La modernité a frappé le monde paysan comme la foudre. Pour le Plateau de Millevaches, modernité a d'abord signifié : exode rural, mort du patois, explosion de la communauté traditionnelle, sentiment d'être laissé à l'écart de l'histoire, de la civilisation, terreur de ne pas en être. Toute une région autrefois densément habitée, vivante, s'est trouvée désemparée, complexée, exsangue. Au terme de ce processus apparaît finalement une proposition à première vue bénéfique et prometteuse : le Parc Naturel Régional (PNR). Il s'agit de « revitaliser », « désenclaver », « dynamiser » le territoire. Le PNR, à travers ses conseils consultatifs, ses chargés de mission, ses brochures en quadrichromie, ses panneaux d'interprétation, capte un ensemble de questions dont aucun de ceux qui habitent ici ne peut nier qu'elles le concernent.

On ne peut pas dire que le PNR cache son jeu. Au contraire, il a rédigé une charte, un diagnostic territorial qu'il convient de lire pour savoir un peu à quelle sauce on voudrait nous aménager.

Tant que le Plateau était peuplé, c'était une terre de champs, de landes et de tourbières. C'est, au fur et à mesure de sa désertification, devenu une terre de plantations, où ne subsistent que quelques exploitations compétitives. Le PNR se saisit de cet abandon, se fait fort de

l'aménager en paysage, paysage qu'il s'empresse d'exhiber aux foules stressées et déracinées des métropoles en leur disant : « Allez passer vos vacances par là, là-bas, c'est la nature ». Il constitue ainsi la campagne en passé idéal, maintenant que la modernité l'a réduite à si peu. Après des siècles de honte de leur origine faite aux paysans, aux artisans, on les exhibe avec fierté comme gage de l'authentique, de la communauté, de ce contact avec la nature et entre les humains dont nos contemporains manquent si fort. Et c'est sur la base de cette image que le PNR ambitionne en fin de compte de « restructurer le territoire », de construire le territoire-entreprise, dopé d'un logo, d'un label, d'une identité visuelle et culturelle. Il se lance dans ce fameux « marketing territorial » où tout doit être « valorisé », afin de devenir un « gagnant » dans la « mise en concurrence européenne des territoires ». Sous prétexte de le faire connaître, c'est le pays que l'on vend.

Ecologie, tourisme, agriculture, le PNR porte ainsi avec lui un ensemble de projets, de pratiques, dont le trait commun est la constitution du territoire en patrimoine, et ce de la sphaigne aux maisons en passant par le feu de bois. Les agriculteurs ont d'ailleurs vocation, dans ses termes et à défaut d'être réellement compétitifs, à devenir de simples « gardiens du paysage » tandis que les habitants se changeraient en autant d'acteurs du terroir.

Nous pensons que le soi-disant « sous-développement » du Plateau n'est pas une condition simplement subie, un pur malheur, mais aussi le fait d'une résistance, au travers d'un ensemble d'usages, d'habitudes, à une logique de développement qui a montré, à l'échelle mondiale, son caractère de désastre. Nous croyons que ce sont ces pratiques, et la communauté qu'elles créent, qui ont permis au Plateau, sous une certaine Occupation, de s'opposer comme nulle part ailleurs, au désastre environnant.

Contrairement à ce que soutient le Parc, nous croyons que le Plateau est habité, habité par d'autres désirs et d'autres pratiques que ceux d'en faire un musée, un capital à faire valoir.

Lettre ouverte, pétition… et puis quoi encore ?

Une lettre ouverte (d'habitants, d'élus, d'acteurs de la vie économique, sociale et culturelle du Plateau) au PNR de Millevaches en Limousin vient d'être publiée, accompagnée d'une pétition. Elle regrette certaines attitudes de l'administration du Parc telles :

- son manque de concertation avec les habitants et les élus,
- ses préoccupations éloignées des attentes et réalités du territoire,
- son absence de réponses aux nombreuses sollicitations,
- son positionnement flou sur l'avenir du territoire.

Rien de bien nouveau sous le soleil limousin. Aux mêmes causes politiciennes et bureaucratiques, toujours les mêmes effets si peu démocratiques ! Certains, en particulier les associations, se sentent blousés dans ce « jeu » politique qui était évidemment pipé à l'avance. Mais bon, ce n'est pas une raison pour subir sans rien dire, ni essayer de renverser un tant soit peu la « vapeur » institutionnelle avant, peut-être, d'aller plus loin dans un processus plus révolutionnaire d'une gestion directe.

Aussi est-il demandé à l'occasion de l'élaboration du nouveau « contrat de parc » (2007-2013), la mise en place de « tables rondes, forums, rencontres citoyennes » pour essayer d'ouvrir le débat et d'élaborer des perspectives d'actions ? Tout cela ressemble à une démarche bien « citoyenne » (mot tellement à la mode en ces temps d'idéologies molles), empreint d'une certaine naïveté qui doit faire si peu frémir les vieux briscards politiques

→

Quand la gangrène libérale gagne la Creuse

Hier, on parlait de la « lepénisation des esprits » (qui d'ailleurs s'est largement développée aux vues des différentes positions et déclarations de nombre d'hommes politiques voire tout simplement d'individus de base !). Aujourd'hui, s'est développée, mois après mois, une véritable « libéralisation des esprits » aux effets anti-sociaux dévastateurs. On connaît cet état de fait dans la quasi totalité des différents médias (écrits, audios, visuels…) mais il est plus difficile d'en discerner le degré d'atteinte dans la population de « gauche » qui devrait être immunisée contre ce genre de « contamination idéologique » ! La Creuse (mais aussi, sans doute les autres départements) n'est pas épargnée comme nous le montre l'exemple de la réaction d'un habitant de la communauté de communes de Bourganeuf-Royère de Vassivière.

Etant habitant de cette communauté de commune, j'ai reçu une feuille appelant à une soirée le vendredi 8 décembre 2006 au Villard (près de Royère de Vassivière). On nous proposait, entre autres, de débattre sur trois "sujets qui nous concernent tous au quotidien". Autant les deux premiers ne posaient aucun problème, étant très consensuels "La Creuse terre d'accueil !", "La Creuse riche de ses associations", par contre le dernier était une véritable déclaration idéologique des plus libérales et réactionnaires "La Creuse se bat pour le maintien des services de proximité au public !".

Que je sache, un grand nombre d'entre nous se sont battus (et continuent à se battre) pour que nous puissions garder partout (et bien sûr dans nos campagnes parfois assez défavorisées) de véritables services publics. D'ailleurs, beaucoup de creusois furent à l'initiative de ce combat comme lors de la grande manifestation nationale de Guéret en mars 2005.

Des services publics ne sont pas des services de proximité au public. Cela n'a rien à voir. Le changement sémantique utilisé n'est pas neutre, il est chargé d'une idéologie claire et nette. C'est le courant de la droite la plus réactionnaire, ultra-libérale qui l'utilise, entre autres, Sarkosy et, bien sûr, son fidèle relais creusois, le "fameux" député Auclair. Tous ces individus prônent une destruction totale de tous les services publics (par une privatisation) pour les remplacer par ces fameux "services de proximité au public", services qui seront à la disposition des habitants qui en auront les moyens. La notion de services publics implique une notion de solidarité entre tous, de façon que tout le monde (même les plus pauvres !) puisse y avoir accès. Avec ces "services de proximité au public", il n'y a plus aucune solidarité. Seules les personnes ayant les moyens de se les payer pourront y avoir accès. On peut voir tout de suite le gouffre idéologique mais aussi pratique qu'il y a entre ces deux positions.

Quels accès pour les creusois les plus défavorisés à l'eau, la communication, le transport, l'énergie...? En fin de compte, les tenants de ces nouveaux "services de proximité", ne nous disent pas autre chose qu' "il y en a marre de payer pour les plus pauvres. Qu'ils crèvent !" Il suffit de le savoir.

Donc, nous pouvons remercier la Communauté de Communes d'avoir été très franche quant à sa position par rapport à ce sujet. Nous savons maintenant que nous ne pourrons que compter sur nous pour défendre nos services publics et rien attendre des politiques locaux (de droite, nous le savions, mais de gauche certains pouvaient, peut-être, espérer encore un peu !).

PS : Et que l'on ne vienne pas me dire que je pinaille sur les mots. Il est quand même plus facile d'écrire "services publics" que "services de proximité au public"! Que certaines personnes n'y aient pas fait attention et soient de bonne foi (c'est là que l'on peut voir les avancées de cette « libéralisation des esprits »), que d'autres soient manipulées, je veux bien le croire. Mais par contre ceux qui sont derrière ces changements sémantiques (et entretiennent une certaine confusion chez nombre d'habitants) savent très bien ce qu'ils font. Celà a été pensé et préparé dans leurs clubs (ou cercles) de réflexion politique.

Dans le numéro 8 de CREUSE-CITRON (« Enfumage radiophonique »), nous avions déjà évoqué le cas d'une désastreuse émission de Radio France Bleu Creuse consacrée « aux services publics » creusois. Celle-ci avait illustré à merveille la dérive libérale en toute bonne foi de la « journaliste » en question !

Loin de reculer, cette « libéralisation des esprits » gagne du terrain de jour en jour ne faisant qu'accentuer un peu plus la préeminence d'une pensée unique totalitaire et dévastatrice. A nous d'être vigilant et d'opposer la plus grande résistance dont nous sommes capables.

---

du Parc.

A nous individuellement (habitants,…) ou collectivement (associations, syndicats…) de pousser dans le sens d'une prise en main plus directe de la gestion du territoire sur lequel nous vivons !

L'origine et la circulation de cet appel laissent manifestement un goût amer au média local du Plateau, Télé Millevaches. En effet, celui-ci a très vite réagi pour « informer » que « son ordinateur et son carnet d'adresses avaient été utilisés sans l'accord des responsables de l'association pour diffuser l'appel ». On peut comprendre leur réaction, la méthode utilisée pour cette diffusion est contestable. Ce qui est beaucoup plus instructif, c'est la suite de leur communiqué et pour bien faire comprendre son importance, cela est noté en « gras » : « Télé Millevaches n'est ni promoteur de cette lettre, ni signataire » !

A première vue, on peut être étonné car quelle association ne serait pas d'accord avec ce type d'appel ? Par contre, quand on sait que le PNR pourrait être un financeur non négligeable pour Télé Millevaches dont les problèmes financiers actuels sont assez criants, on commence à mieux comprendre. Le média associatif (n'employons même pas les termes « alternatif » voire « militant » pour ne pas les compromettre) doit avoir une peur bleue d'être associé à cette fronde « anti-dirigeants du PNR ». On peut mesurer alors l'étendue de son indépendance vis-à-vis des petits potentats locaux et régionaux. La « Voix de son maître » a de beaux jours devant elle à moins qu'elle ne s'éteigne prochainement par manque d'utilité publique !

6 - Citoyenneté partout...

La Voie de son maître

Dans le précédent Creuse-Citron, nous évoquions dans un article, (Glasnost en Limousin), une récente procédure de débat public dans la région. L'article se terminait en s'interrogeant sur les conditions et la possibilité d'une « démocratie authentique, c'est-à-dire une démocratie directe ». Nous poursuivons notre réflexion en abordant l'autre aspect du problème que pose ce débat public : la construction de la ligne de TGV qu'il a pour vocation de préparer.

Dans le précédent Creuse-Citron, nous évoquions dans un article, (Glasnost en Limousin), une récente procédure de débat public dans la région. L'article se terminait en s'interrogeant sur les conditions et la possibilité d'une « démocratie authentique, c'est-à-dire une démocratie directe ». Nous poursuivons notre réflexion en abordant l'autre aspect du problème que pose ce débat public : la construction de la ligne de TGV qu'il a pour vocation de préparer.

Le lyrisme bureaucratique

Le *véritable projet d'aménagement du territoire* (1) dont nous sommes invités à débattre cette fois est la création d'une nouvelle ligne de TGV longue de 150 km entre Poitiers et Limoges. Il nous est précisé que celle-ci s'intégrera dans *le réseau à grande vitesse de la Façade Atlantique et du Sud-ouest*, lui-même inséparable dela *ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique* que l'on nous promet. Tout cela bien sûr prendra tout son sens au sein du futur *Réseau ferré transeuropéen*, qui entraînera sur ses rails, de Lisbonne à Kiev, le TGV et ses cargaisons (qu'il faut être endurci et aveugle pour ne pas se sentir étouffer à cette seule description). Grâce à cette nouvelle ligne Poitiers-Limoges, *la grande vitesse ferroviaire sera aux portes du Centre-ouest* (c'est nous !) ; nous nous ouvrirons enfin sur l'Ile-de-France, sur le monde, en échappant à cet *enclavement ferroviaire [...] facteur limitant pour [notre] attractivité*.

Plus prosaïquement, les promoteurs du projet estiment que celui-ci permettrait de réduire de 50 minutes la durée des trajets Limoges-Paris et d'augmenter le trafic sur cette ligne de 25%.

Les inconvénients

La plaquette de propagande des aménageurs évoque elle-même les *problèmes environnementaux* qu'entraînerait inévitablement le projet :

- une bande d'une dizaine de kilomètres de large sacrifiée au projet sur tout le long de la ligne (et oui, c'est la largeur nécessaire pour faire passer un TGV)
- la traversée d'espaces protégés ou sensibles pour l'environnement, ainsi que de *zones à forte valeur patrimoniale*.
- l'impact sur les villes de Limoges et Poitiers (le bousillage des quartiers autour des gares ?)
- l'existence de nombreux cours d'eau et vallées sur le trajet du futur TGV
- la *forte présence d'un habitat rural diffus* (c'est encore nous !) etc …

Sont encore évoquées les

conséquences en terme de bruit, de paysage, d'équilibre écologique, d'impact sur le foncier, de *desserte des parcelles* (une ligne de TGV, comme une autoroute, constitue une barrière infranchissable hors des endroits prévus à cet effet). On ne pourra pas dire qu'on n'aura pas été prévenu..

Enfin, pour qu'il y ait quand même quelque chose à discuter dans ces débats, trois propositions de parcours différents sont offertes à l'appréciation des populations.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur les conséquences du passage d'un tel aménagement au travers d'une région : elles sont évidemment inévitablement destructrices. Il est vain de polémiquer sur ce point. Ce qu'il nous semble plus important de remarquer, c'est que - à l'exception sans doute de ceux qui, vivant directement dans le voisinage des futures lignes, verront leur vie bouleversée - tout le monde semble s'accommoder très bien des conséquences de tels aménagements (en fait, tout le monde s'en fout, ou plutôt chacun en croque) et ne trouve rien à objecter au principe même de leur existence et de leur développement sans limites.

Les Montagnards contestent

En Creuse, la majorité se félicite même de tels aménagements, et en réclame plutôt davantage, plus tôt, plus près (éventuellement agrémenté d'un quelconque « volet vert » pour apaiser la mauvaise conscience devant le sacrifice d'une minorité de « riverains » à « l'intérêt général »).

Le journal La Montagne du 6/10/06 résumait ainsi le débat public qui s'est déroulé en septembre à la Souterraine : *la majorité départementale espère un avenir à grande vitesse*. Les réunions qui ont suivi ont confirmé cette préoccupation des participants : réclamer, en lieu et place du projet présenté, d'autres lignes TGV desservant davantage le département : que ce soit une ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse, ou une ligne Angoulème-Limoges-Clermont-Ferrand-Lyon ; ce dernier projet a été défendu dans le n°16 du journal local IPNS. Les plus irréalistes réclament même le passage des rames TGV sur la ligne Guéret-Saint-Sulpice-Laurière.

En ce qui nous concerne, à l'opposé de ceux qui en réclament davantage, c'est l'existence même et le principe de tels aménagements que nous voulons critiquer.

A propos du désert, suite

Beaucoup de ses habitants se plaignent de ce que la Creuse est « sinistrée économiquement », que ses villes et ses campagnes sont désertes, qu'il n'y a plus guère de jeunesse. Bref, un trou perdu, laissé sur le côté .

L'avenir appartient à ceux qui ont des ouvriers qui se lèvent tôt

Beaucoup souhaitent que cette région change, « se développe ». Mais de quel développement s'agirait-il?

Lorsque l'on traverse aujourd'hui la France en voiture ou en train, on ne peut qu'être frappé par l'étendue toujours plus considérable occupée par des paysages mornes et désolés, sans espoirs, sans passé ni avenir, et où l' Homme n'a plus sa place ; bribes de villages, morceaux de vallées, bouts de campagnes à peu près intactes, encerclés de toutes parts par la « banlieue totale » (2), qu 'elle soit de macadam ou de maïs.

Bien sûr l'agriculture industrielle et l'urbanisme ont une responsabilité considérable dans ce saccage et ce désert. Mais il ne faut pas du tout négliger l'incidence des transports de masse modernes, TGV, autoroutes, incidence directe sur les paysages et sur l'ensemble des conditions de vie. Ces modes de transport ont emporté dans la débâcle toujours plus de villes et de campagnes. Il n'existe presque plus en France que des touristes et des espaces touristiques, des banlieues et des banlieusards : ce sont souvent les mêmes, à des moments différents.

Les transports modernes, toujours plus rapides, massifs, omniprésents, sont le coeur et l'âme de cette société aberrante, qui n'a plus aucun sens, et qui est de plus, comme chacun sait, suicidaire (aux autoroutes l'effet de serre, au TGV le nucléaire : faites votre choix – mais ce n'est pas la peine, vous aurez les deux !) Ils en sont aussi l'estomac : ce sont eux qui font tourner la machine économique ; c'est pour qu'elle tourne qu'on les a mis en place, et qu'on continue, de Lisbonne à Kiev, en passant par Limoges. On nous annonce maintenant les projets de nouvelles autoroutes en France : 2900 kilomètres supplémentaires d'ici 2020.

Que choisir ?

Devant ces constatations, si banales et évidentes que l'on est presque gêné d'avoir à les écrire, la première chose à dire est que l'on préfère, de toute façon, le dépeuplement et le « vide économique » creusois au progrès qu'on nous propose. La seule conséquence du « désenclavement », ce sera de faire ressembler un peu plus la Creuse au merdier que l'on trouve ailleurs : plus de touristes, plus de secondes résidences, plus d'aménagements qui défigurent les paysages, plus de lotissements, plus de cadres high-tech venus de Paris ou de Londres, et évidemment les prix qui flambent, les terrains et les maisons toujours plus inabordables pour ceux qui voudraient autre chose. Si cette région peut avoir encore un avenir humain, ce n'est pas dans ce sens là.

La deuxième chose à dire, c'est qu'il faut refuser de participer à ces « débats » où l'on se moque de nous. Aucune décision réelle n'y sera prise. De tels aménagements sont imbriqués dans un réseau à la fois technique et social d'une telle ampleur, d'une telle interdépendance de toutes les parties, qu'il semble impossible de remettre en cause leur existence. Chacun est ainsi dissuadé d'évaluer leurs conséquences sur nos conditions de vie et la forme de la société.

En définitive, la situation actuelle tend à ne nous laisser qu'un choix : celui de tout accepter en général, et en particulier chacune des modernisations toujours plus démesurées que nous présentent les ingénieurs, ou bien celui de tout refuser – non pas concrètement et dans l'immédiat car ce serait une tâche proprement insurmontable – mais déjà de savoir à quel point ce monde que l'on nous fait est notre ennemi, puis voir ce qu'on peut faire et vivre à partir de là. L'ampleur d'un tel refus est chaque jour plus difficile à assumer. Mais ce qu'on veut nous faire accepter sera chaque jour plus écrasant et inhumain.

Que reste-t-il de nos amours?

Il est bien possible que, tôt ou tard, ce système fou s'effondre sous des contradictions de plus en plus insurmontables. Rien n'est moins sûr, mais c'est ce que l'on peut espérer de moins pire. La question est alors : si cela arrive, qu'aurons-nous réussi à faire d'ici-là (à critiquer comme à construire) qui nous aide à ne pas rester enfouis sous les décombres ?

Quant à l'idée de ce que serait une société libre et une démocratie authentique, il n'est pas inutile de revenir un peu à ce que les vieux Grecs entendaient par ce mot : décider ensemble, par la libre discussion, de ce que l'on veut, puis le faire soi-même, ensemble, chacun contrôlant que ce qu'il fait et que les autres font avec lui est bien ce qui a été décidé. La démocratie n'a rien à voir avec le fait de décider de quelque chose que quelqu'un d'autre fera ensuite à votre place.

Le TGV par exemple, avec tout ce

qu'il implique en amont et en aval ne peut être produit que par l'accumulation délirante d'un système de machines où les hommes ne sont que quantités négligeables – bêtes de somme, bétail. Des hommes librement associés ne voudraient certainement pas le construire ; le voudraient-ils, qu'ils ne le pourraient pas, sans renoncer de fait à leur liberté. C'est pourquoi toute idée de décision démocratique le concernant n'a aucun sens. Là où le TGV et ses semblables - les technologies modernes – ont été acceptés, il ne peut plus exister de société libre.

Nous ferons encore une remarque pour conclure : certains pourraient être tentés de déduire de ce tableau assez sombre qu'il est désormais impossible de s'opposer, par exemple, au TGV. Mais il n'y a aucune excuse au renoncement. Ainsi, après près de dix ans de conflits (cf la brochure A toute allure), les populations du Val de Suza, dans les Alpes italiennes, ont semble-t-il remporté une victoire durable contre le projet de ligne TGV Lyon-Turin.

1.Citations extraites du document de Réseau ferré de France, diffusé par la Commission particulière du débat public.

2.Cf Bernard Charbonneau, Le jardin de Babylone, 1969, réédité en 2002 par l'Encyclopédie des nuisances.

avec la participation involontaire de Morris

Cédric

Article 27 de la Constitution
Tout mandat impératif est nul.
Le droit de vote des membres du Parlement est personnel.

8 - Capitalisme à la poubelle

Pour le plus grand bonheur de l'humanité : la Biométrie

Vous avez peut-être déjà volé quelque chose… peut-être non. On vous a peut-être déjà volé quelque objet… peut-être non. Mais vous a-t-on déjà volé une partie de vous-même ? Peut-être que oui. A votre insu ou sans douleur. C'est ce qui s'est produit au self du lycée Jean Giraudoux à Bellac à la rentrée de septembre : " captation " de l'image du contour de la main de chaque lycéen, sans autorisation. Pourquoi une petite ville comme ça ? Personne ne sait, d'ailleurs personne n'a été prévenu. Un seul parent a réagi : courriers, rendez-vous, lettres aux journaux (seul le Populaire du Centre a fait un papier), syndicats (seul Sud Education a réagi activement). Et après ? Que dalle ! Tout le monde est content.

Pourtant, la biométrie se banalise à un niveau international, insidieuse, discrète, dissimulatrice de ses intentions véritables, sans débat de société…. En France, le passeport inclut déjà une puce avec la photo numérisée de son titulaire. Les futurs visas d'entrée en Europe comporteront eux aussi l'image numérisée du visage et des dix doigts. Dans le monde, 2,4 millions de capteurs d'empreintes digitales ont déjà été vendus ! Et si l'on combine ces bijoux technologiques avec la vidéo-surveillance ? En Grande-Bretagne, ce n'est pas moins de 4 millions de caméras qui sont installées (soit une pour treize individus). Aucune échappatoire possible. On sait comment ont été traitées les résistances aux « nécrotechnologies » à Grenoble, la collaboration de toujours des chercheurs avec les pouvoirs militaires et industriels qui les financent avance ici à visage découvert. Bel avenir également pour la sphère publicitaire : le spectateur-receveur, identifié par l'enregistrement de ses comportements d'achat bénéficiera d'un message spécifique adapté : objet marchand jusqu'au bout des ongles. Et le rêve, l'imagination, il en restera ?

Le temps des contes est révolu

Lorsqu'il voulait pénétrer dans un lieu attirant mais interdit, le loup montrait patte blanche enfarinée ; il avait juste faim après tout. Si, toi, petit malin, petit loup, tu as eu l'idée de placer un doigt en latex (sans farine) pour frauder à un contrôle avec empreintes digitales, eh ben c'est raté car la machine contient aussi des capteurs (flux sanguin, température…) pour détecter le vivant et aura vite fait de te refouler, voire…

Les petits cochons grassouillets seront bien gardés, protégés, sécurisés, ceux pour qui tout va bien dans " le meilleur des mondes ". Les autres restent à la porte ; Et si tu as perdu ta carte MYKAD (en Malaisie), à la fois titre d'identité, permis de conduire, passeport, carte " vitale ", carte bancaire, porte-monnaie électronique ? T'es foutu ! Et si tu es demandeur d'asile et que toi aussi tu as faim ? Essaie la gare de Mayence en Allemagne où des volontaires se font biométriser avec le sourire. L'aéroport de Roissy et son programme Pégase. Celui de Nice et sa carte de fidélité avec biométrie. Ah ! Pas de pot, là non plus tu ne passeras pas sous couvert de sécurité (merci le 11 septembre), d'efficacité (cantine scolaire), de prévention du suicide -sic- (dossier complet des élèves sur Internet). Nous allons à vitesse grand V vers un contrôle généralisé de tout individu considéré à priori comme suspect. Même si la Commission européenne émet des réserves, elle autorise la biométrie " dans la mesure où des exigences impérieuses en matière de sécurité ou d'ordre public le justifient. " Soit, avec Sarko, tout le temps !

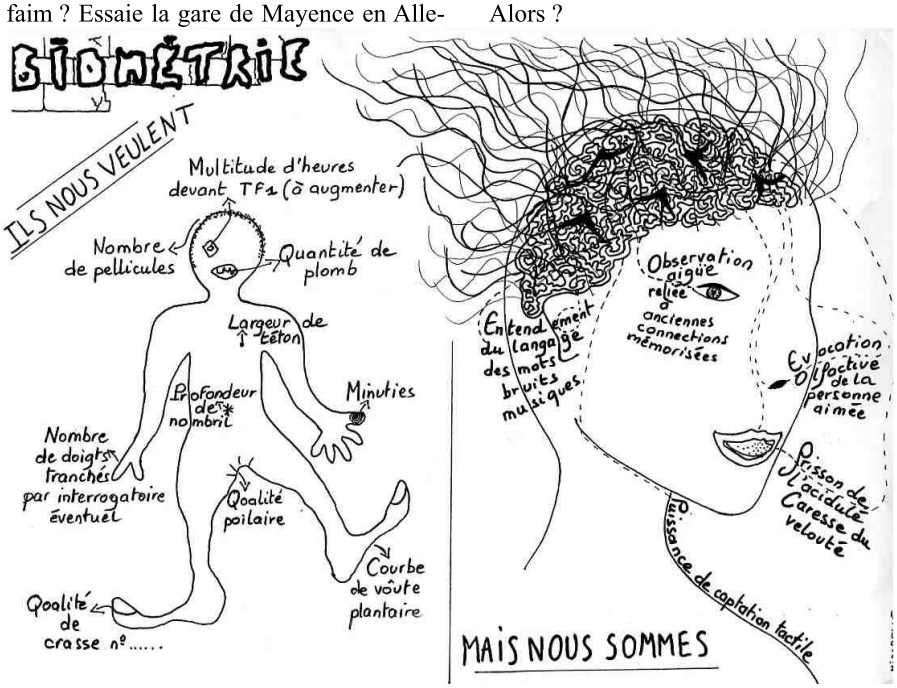
Mais qu'est-ce qui nous reste ?

Le loup pourra-t-il encore pénétrer dans la bergerie. Le mouton noir rejoindre ses compagnons ?

Dur pour le jeune qui refusait de se soumettre au prélèvement de son ADN lors d'une garde à vue à Limoges (il avait soi-disant agressé des flics à l'occasion de la visite de Sarko). On lui a répondu : " si tu t'y opposes on te met sur le dos un viol non élucidé ". Il a cédé.

Difficile également de se déguiser maintenant qu'un nouveau système établit le modèle mathématique du visage et du crâne. La personne peut alors vieillir, maigrir, porter une barbe ou des lunettes, ça ne change rien.

Alors ?



Il reste que la phase d'enregistrement est un moment très délicat. Les informations stockées ne sont pas les images d'origine mais un modèle mathématique dit " gabarit " ou " signature ". Le gain de place est énorme : une empreinte demande 100 000 octets, son gabarit seulement 500.

Il est impossible aujourd'hui, quoi qu'on dise, d'obtenir une coïncidence, une fiabilité absolue. Les 350 points de collecte prévus pour la nouvelle carte I.N.E.S (Identité Nationale Electronique Sécurisée) seront si nombreux que la marge d'erreur sera tout aussi grande. Blessures aux doigts, colle, pansements sont autant de défauts… Amusons-nous un peu à y foutre le bordel si on doit y passer ! Combien sont prêts à le faire ?

Ca fait un bail que le loup a été exterminé, il ne reste guère que des moutons. Eh ! il n'est pas réapparu récemment en passant par les montagnes ?

Marie

Contrôle biométrique à la cantine
Attention où tu mets tes mains !

Nous avons appris qu'à la rentrée scolaire de cette année avait été installé, au Lycée Jean Giraudoux de Bellac, à l'entrée du restaurant scolaire, un système de contrôle biométrique par lecture de l'image de la main. Pour pouvoir pénétrer dans la salle du self, l'élève doit faire reconnaître l'image de sa main en la posant sur une vitre et taper un code : si les deux concordent, la machine consentira à lui délivrer un plateau et il pourra prendre la file pour aller se servir ; l'établissement aura, au préalable, enregistré les images de la main de tous les commensaux, personnels compris, et constitué ainsi un vaste fichier anthropométrique.

Ce n'est pas une découverte nationale... L'an dernier, à Gif sur Yvette, un tel dispositif a connu des mésaventures qui ont trouvé un écho dans les journaux nationaux. Un dossier de presse, disponible, a été constitué en son temps par les défenseurs des vandales, poursuivis devant la justice, et condamnés (3 mois de prison avec sursis, 500 euros d'amende et 9086 euros de dommages et intérêts)...

Mais les tentacules de la pieuvre repoussent et la discrétion avec laquelle La Chose s'immisce dans les tranquilles campagnes a de quoi nous inquiéter un peu plus. Le grand frère Big se pose au pays des dociles troupeaux de moutons.

Alertés par une mère d'élève, nous avons écrit tous azimuts : administration de l'Education nationale, Région, syndicats, journaux... Et nous avons dit que nous étions prêts à mettre en oeuvre tous les moyens dont nous disposions pour combattre ce type d'initiatives, dommageables sur le fond et illégales dans la forme. (JPEG)

Liberté sous surveillance

Nous nous élevons contre la mise en place de tels instruments de contrôle qui, installés petit à petit, feront de notre société une société librement surveillée et démocratiquement totalitaire.

L'introduction d'un appareil permettant de différencier les élèves par des caractéristiques physiques pose un problème d'éthique et met en danger les libertés fondamentales. En tant qu'éducateurs, nous sommes en totale opposition avec ce que cela contribue à mettre en place en matière de comportement humain et de société. Nous ne pouvons participer au repérage avilissant des corps quand on nous demande d'éduquer à la citoyenneté. La vocation d'un établissement scolaire public est de développer la réflexion et l'esprit critique des élèves, futurs citoyens, de les éduquer à l'autonomie, à la responsabilité : il est paradoxal de les habituer dans le même temps à des contrôles divers et systématiques, à des comportements qui tiennent plus de la docilité grégaire que de la discipline librement acceptée.

Il est étonnant que des établissements scolaires participent à ce que Michel Foucault appelait "une animalisation progressive de l'homme mise en oeuvre à travers les techniques les plus sophistiquées" (Giorgio Agamben, Le Monde, 10/01/04).

Nous sommes aussi particulièrement rebelles à l'intrusion des marchands dans l'école publique, notamment à ceux-là qui n'hésitent pas, pour préserver leurs intérêts futurs, à dire qu'il faut que les « pouvoirs publics et les industriels s'entendent sur une action incitative en faveur de l'utilisation des moyens biométriques dans la vie courante », en faveur de « l'utilisation de la biométrie dès le plus jeune âge ». « Les industriels de leur côté proposeront des applications de confort ou ludiques exploitant ces mêmes technologies pour faciliter leur acceptation par la population », dit le GIXEL (Groupement des industries de l'interconnexion des composants et des sous-ensembles électroniques) qui appelle de ses voeux un « grand programme français et européen », un « programme sécuritaire », un « programme à caractère dual, civil et militaire » qui « serait financé conjointement par le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la Défense, le Ministère de la Santé et la Commission européenne » (Livre Bleu du GIXEL, 2004, p. 36-37 : http://www.gixel.fr).

Surveillance sans contrôle

La Chose s'est faite dans une discrétion absolue. D'autant plus qu'elle a été financée sur les fonds propres de l'établissement, autonome, et que même la Région, compétente en matière de locaux et de matériels, n'en a pas été avertie.

Le fait que ce soit un lycée comme celui de Bellac qui inaugure l'implantation de tels instruments dans notre académie (à notre connaissance) est assez pernicieux. Cette installation sans tapage, sans écho médiatique, dans un modeste lycée de sous-préfecture, crée un précédent et banalise des systèmes qui un jour ou l'autre contribueront à porter atteinte aux libertés individuelles.

Mais le plus regrettable, c'est la légèreté et l'inconscience des autorités de l'établissement qui n'ont même pas respecté les exigences de la CNIL et qui se sont placées de ce fait dans l'illégalité. Des caractéristiques physiques de mineurs ont été ainsi enregistrées, à la rentrée scolaire, sans que l'autorisation de leur famille n'ait été recueillie. Un recours auprès de la CNIL a été déposé par une famille.

Les médias locaux ont été un temps intéressés et sont allés interroger proviseur et président de région. Aucune réaction des autorités académiques, ni des syndicats... Un petit espoir : les élèves semblent intéressés par notre intervention.

A suivre...

Sud éducation Limousin

Pour en savoir plus : C.N.I.L. : http://www.cnil.fr Installateur de la machine : http://www.alise.net Collectif G.Orwell contre la Biométrie : http://1984.over-blog.com Collectif Souriez Vous êtes Filmés : http://souriez.info Collectif Résistons Ensemble : http://resistons.lautre.net

Que vive Oaxaca

Obnubilés par les pantomimes dérisoires de Nicolène Sarkoyal et de son clône Ségolas Roykozy, les médias hexagonaux ont quasiment passé sous silence les événement d'Oaxaca. Mais peut-être sentaient-ils trop la démocratie directe pour qu'on nous montre cet exemple en ces temps de farce électorale.

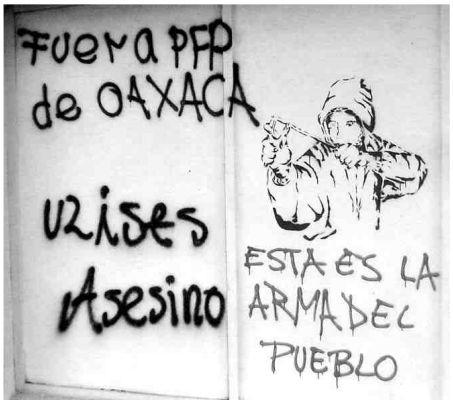
Voici deux textes : le premier est un appel de Raoul Vaneigem publié dans le Monde Libertaire et CQFD entre autres ; le second est l'éditorial du Hors série consacré à Oaxaca par CQFD en compagnie de l'Insomniaque.

Il existe aujourd'hui, dans un monde dominé par la lâcheté, la résignation et la servitude volontaire, une ville et une région résolues de résister à un gouvernement local et mondial qui ne connaît d'autres lois que celles de la corruption et du profit.

Depuis plusieurs mois, la population d'Oaxaca refuse les diktats d'une administration corrompue, qui n'hésite pas à tuer les opposants à sa politique de malversation. Le mouvement n'a cessé de se développer et a donné naissance à une assemblée populaire, encore noyautée par la vieille politique clientéliste, mais qui s'oriente de plus en plus vers un refus de tout pouvoir et vers une priorité : améliorer la vie quotidienne des enfants, des femmes et des hommes.

J'appelle à se manifester en faveur d'Oaxaca celles et ceux qui n'ont d'autre force que leur volonté de vivre, car c'est de là que vient aujourd'hui la seule pensée qui ne soit pas à la botte des commanditaires du marché planétaire.

Je les appelle à défendre par tous les moyens de leur inventivité la libre Commune d'Oaxaca afin qu'en son assemblée populaire se développent la démocratie directe et la pratique autogestionnaire que les barricadiers, la population urbaine et les communautés paysannes indigènes sont en train de consolider.



Je les appelle à alerter toutes les forces vives, qui peu à peu s'éveillent pour sortir des millions d'êtres humains du cauchemar que fait peser sur eux le totalitarisme économique. Il faut empêcher que le gouverneur Ulises Ruiz et ses tueurs, soutenus par Fecal (Felipe Calderon), le nouveau président du Mexique, n'écrasent l'expérience d'autonomie régionale - urbaine et paysanne - qui s'esquisse dans la lignée de la Commune de Paris et des collectivités andalouses, aragonaises et catalanes des années 1936-1938.

Ce qui se passe à Oaxaca est un espoir pour tous ceux qui désespèrent d'accéder à une existence, digne de ce nom, sous le joug du capitalisme financier réduisant la vie et l'environnement à une marchandise.

Souvenons-nous ! C'est une prise de conscience mondiale qui a aidé le mouvement zapatiste encore fragile à échapper à la répression du gouvernement et de son armée, en janvier 1994 et en février 1995. Ce que les zapatistes ont réussi pour les communautés paysannes indigènes du Chiapas, la population d'Oaxaca est en train de le tenter en milieu urbain. L'enjeu est considérable. Faisons en sorte que se conforte la chance d'instaurer la Commune d'Oaxaca, car cette chance est la nôtre, celle de l'émancipation existentielle et sociale qui nous tient à cœur.

En toute autonomie individuelle,
Raoul Vaneigem (1er décembre 2006)

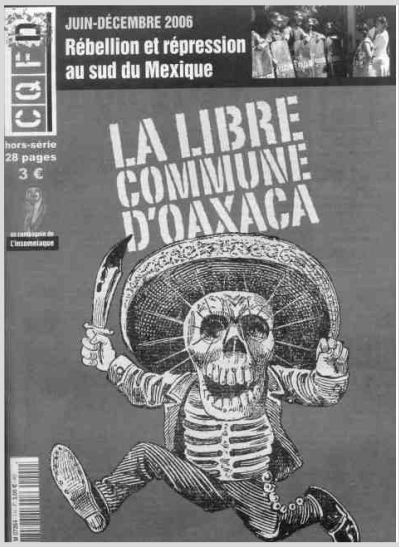
Il était une fois au Mexique une ville et sa région soumises à la tyrannie meurtrière d'un gouverneur véreux. Les habitants presque unanimes décident un jour de le chasser et de faire leurs affaires eux-mêmes. Ils occupent la rue et les administrations, mettent en déroute les sbires du cacique, créent une assemblée populaire souveraine, et, le temps d'un long été, s'adonnent aux plaisirs interdits de la démocratie directe. Ils veulent vivre librement et dignement, c'est à dire sans se plier aux diktats de la mondialisation.

Les puissants, d'abord pris de court par cette révolte qui menace de faire tâche d'huile, mettrons près de six mois à reconquérir le terrain perdu par l'économie.

Des gens de guerre sont dépêchés par milliers pour envahir et punir la ville insurgée. Ils appliquent de vieille recettes : mitraille à profusion, sévices systématiques, prison et déportation. La ville est reconquise, la Commune d'Oaxaca est assommée, les séditieux sont traqués : les touristes et les business men vont pouvoir revenir tandis que les rebelles sont traqués et les gueux piétinés.

Mais cette révolte si persistante a su entre temps se faire connaître : un peu partout dans le monde, des gens de coeur ont proclamé leur solidarité avec les barricadiers d'Oaxaca, faisant ça et là quelque tapage afin de gêner la répression. Un peu partout, mais trop peu en France : ici, les médias aux ordres ont passé sous silence ces événements pourtant peu ordinaires. Ici, grandes âmes et beaux esprits n'ont pipé mot pendant qu'on assassinait la liberté à Oaxaca.

L'insomniaque



Elections, premier épisode

On commence à le sentir, la machine électorale s'ébranle comme un train de banlieue de plus en plus déglingué sur des voies de moins en moins entretenues. Ça ressemble à un épisode de télé-réalité : qui va rester à la fin ? Qui va empocher le magot ? On a peur du roquet, mais la girafe ne nous inspire pas confiance. Les deux sont à peu près d'accord sur les tables de la loi : travail, famille, patrie, religion, et sur la nécessité que l'ordre règne. Ce sont des libéraux réactionnaires à tendance autoritaire. En outsider, toujours, l'ultra-libéral ultra réactionnaire à tendance ultra-autoritaire. Pour amuser la galerie, quelques non libéraux réactionnaires à tendance autoritaire, quelques libéraux réformistes respectueux de l'autorité, quelques antilibéraux réformistes pas forcément fâchés avec l'autorité. Tout ceci sent le fatalisme. Quoi de plus normal ?

Tous ceux qui se présentent aux élections sont des réformistes, des conservateurs ou des réactionnaires. Ce seul constat pourrait suffire pour renoncer à toute forme de participation aux élections. À mon avis, ce serait une erreur. Il est important de s'inscrire sur les listes électorales, même si c'est pour voter blanc ou orner de dessins ordinairement réservés aux vespasiennes le nom d'une quelconque murène. S'inscrire permet d'être dénombrés, et ainsi de donner la mesure de la désaffection populaire.

Nous sommes d'accord pour qu'on nous demande notre avis. Nous sommes d'accord pour participer aux décisions. Dès qu'on nous demandera autre chose que de choisir le clown qui décorera les mairies pendant 5 ans, nous répondrons présent, comme nous l'avons fait lors du dernier référendum. Nous existons, même si dans cet espace abusivement qualifié de démocratique, nous n'avons aucune capacité de participation ni de décision.

La démocratie représentative dans laquelle nous vivons n'est ni représentative, ni démocratique. Le strict minimum lui fait défaut pour ressembler même de loin à l'image qu'en donnent les manuels d'éducation civique.

Au lieu d'enseigner aux gamins ses principes, on ferait mieux de les confronter à sa réalité, par exemple en leur faisant analyser des images de la routine : un hémicycle déserté où ceux qui ne roupillent pas se montrent des photos de vacances et papotent, quand on n'assiste pas à des engueulos dignes de supporters bourrés. Il est courant qu'une loi cruciale y soit adoptée par moins du quart des députés.

La séparation des pouvoirs est un leurre de la démocratie représentative : de fait, l'exécutif contrôle sans vergogne le législatif et le judiciaire.

En France par exemple, l'Assemblée sert de chambre d'enregistrement à des décisions déjà prises hors de tout contexte démocratique par des instances non représentatives, les partis dominants surtout, inspirés par les bureaux d'étude patronaux.

Il en est de même au niveau Européen. Notre parlement croupion peut se permettre toutes les bouffonneries qui nous choquent tant : il n'a de rôle que celui d'une représentation théâtrale, sous forme de farce, de la démocratie. Pour ce qui est du pouvoir judiciaire, on a vu le sort réservé aux seuls rouages un peu autonomes de la justice : les juges d'instruction. Si Halphen, Joly, Vichinsky ont vaillamment défendu ce qui restait d'indépendance à la justice, ils restaient soumis à un système qui subordonne toute instruction au bon vouloir du parquet, du procureur, du garde des sceaux, autrement dit du pouvoir en place. Un juge d'instruction ne peut pas se saisir tout seul d'un dossier, il ne peut pas non plus ouvrir une instruction sur des faits nouveaux découverts lors de son enquête sans l'approbation du parquet. Il peut se battre comme un chien, il n'ira pas au-delà des prérogatives de sa fonction.

Ces juges, auxquels on peut tirer son chapeau, n'auront finalement servi qu'à lancer un débat acharné et une campagne manipulatrice de haute tenue sur la solitude et les risques de dérapage des juges d'instruction, traduisez : sur la pertinence de leur indépendance. En jouant du violon sur des affaires sordides, on a un peu perdu de vue que les juges, qui ne pourront plus se tromper de pédophiles, n'auront plus la moindre possibilité non plus de glisser leur vilain museau indiscret dans les cols blancs de la ploutocratie corrompue. Non qu'ils aient la moindre chance d'arriver à leurs fins : les médias et le pouvoir sont verrouillés à double-tour. Mais ils donnent une image un peu trop réaliste de la démocratie représentative.

Et l'exécutif ? L'exécutif trône, dans un brouillard maffieux entretenu par des instances aussi ambiguës que les différents services secrets, les conseillers occultes, les gardes présidentielles. L'exécutif, qui n'est contrôlé par aucune instance, les contrôle toutes. Les hauts fonctionnaires sont nommés par le Président. Lequel, avec une garde rapprochée, des conseillers, des réseaux de relations dans la grande entreprise, la finance, et ces armées sous-traitantes que constituent les réseaux de mercenaires, peut conduire une politique de colonel sertanejo, coups de force, corruption à grande échelle, trafics d'armes, en se servant de la puissance militaire, économique, financière, et symbolique de la démocratie qu'il représente.

Si nous voulons cesser de cautionner ce système politique dévoyé, si nous voulons bien renoncer, non pas à la démocratie, au contraire, mais aux miettes du pillage qui nous assure un confort douteux, il faut refuser de voter pour qui que ce soit.

Laurence Biberfeld

à suivre...

Enfermez les... dehors !

Deux trublions, Pascal et Pascal, s'acharnent depuis des années à diffuser de la musique vivante en Creuse. Après l'expérience de "l'Avant-scène" à Aubusson, ils animent l'étang de la Naute à Champagnat et le festival "Enfermés dehors" et participent activement à la tournée "Aux Urnes etc". Creuse-Citron a rencontré ces activistes.

Pouvez-vous nous raconter comment a débuté votre aventure en Creuse?

Pascal Gamera. L'aventure a commencé il y a une vingtaine d'années avec les premiers concerts organisés par l'association *Les Rockers Creusois* à Néoux ; ça a duré pendant quatre ou cinq ans, puis en mai 1993 reprise du bar de l'Avant-scène accolé au théâtre d'Aubusson. Petit à petit on a refait vivre le lieu par des actions culturelles : concerts, expos, etc. En se professionnalisant, fin 1994, on a été labellisés par le Ministère de la culture *Café musique* puis *Scène de musique actuelle*. Pascal Legrand m'a rejoint fin 1995. Nous avons occupé l'Avant-scène pendant six ans à raison d'un ou deux concerts par semaine, avec des collaborations théâtrales avec la Scène nationale et des expositions. C'était aussi bien un travail de diffusion de musiques actuelles que de présentation de musiciens en voie de professionnalisation et aussi un accueil de publics sensibles ou défavorisés. Le but des Cafés musique à l'époque était de faire venir les gens vers la musique, moyennant un droit d'entrée symbolique, en la faisant entrer dans un lieu populaire comme un bar.

Pourquoi avez-vous arrêté l'Avant-scène ?

Pascal L et Pascal G. On a arrêté parce qu'on était lessivé, on n'en pouvait plus. Notre collaboration sur l'Avant-scène a duré à peu près cinq ans et ça a été du 150% tout le temps. En même temps on a fait des enfants, on a essayé d'avoir des bouts de vie à côté. Ce n'était pas le découragement qui nous a poussé à arrêter, on avait l'ambition d'agrandir notre lieu mais ça n'avançait pas. On restait confiné dans notre petit lieu en refusant du monde trois soirs sur quatre. On s'est dit que si on voulait faire autre chose de notre vie ou simplement faire une parenthèse, c'était le moment. On a alors revendu la société qu'on avait créée pour gérer l'Avant-scène. On a fait un break, l'un comme l'autre, on est parti un long moment vivre ailleurs, vivre autre chose. Je suis revenu dans les parages en 2000 avec l'envie de faire quelque chose ici. Il y avait le site de la Naute qui était en train de péricliter, j'ai repris le petit bar, j'en ai fait un bistrot paillote et commencé à organiser des petites soirées. Pascal m'a rejoint au bout de deux ans, à deux l'assoc a repris pire que jamais et on a voulu faire de plus en plus de choses.

Les deux expériences sont complètement différentes, à l'Avant-scène on avait un public fidèle du lieu, super connaisseur en musique et à la Naute on travaille dans une atmosphère totalement différente avec plusieurs publics, c'est des soirées de type festival, ce n'est que l'été parce que c'est un lieu de plein air. L'idée de la Naute c'est de proposer de la musique gratuitement, régulièrement pour tous les publics, dans la même soirée des gens viennent pour manger, pour boire un coup, pour écouter de la musique ; à la Naute le challenge est de conquérir un public par le biais de la musique, un public qui ne serait pas venu si c'était payant, et quand la mayonnaise prend on réussi le mélange des genres entre les vacanciers et le public local. Maintenant on a l'idée d'élargir l'éventail en proposant aussi du théâtre, du cirque, du conte, et au niveau de la musique d'être très éclectiques.

A la Naute vous diffusez le Creuse-Citron, comment ça passe avec le public?

Neuf fois sur dix les gens ne connaissent pas, ce sont souvent des gens de passage ou qui n'ont pas ce journal sur leurs trajets habituels. Ils sont curieux, voient que c'est en prix libre et que ça ne les engage pas à grand-chose, ils se plongent là dedans. Globalement l'accueil de Creuse-Citron est vachement bon à la Naute, et ça ne me surprend pas plus que ça car notre public est cool, ouvert, pas coincé. Creuse Citron est super bien perçu, il est tout à fait en phase avec une idée de liberté d'expression qu'on ne trouve pas dans la presse actuelle, et qu'on retrouve dans un fanzine local avec une vraie réflexion creusoise et politique.

Pour en venir à l'association « Enfermés dehors » quelle est la relation avec La Naute?

Enfermés dehors travaille sur le site de la Naute, il y a des gens de La Naute, d'Aubusson et d'un peu partout. Cette association a été créée pour pérenniser un festival qu'on avait lancé il y a trois ans avec les *Ogres de Barback*. C'était une aubaine parce que ce groupe avait envie de jouer là, de démarrer quelque chose ici, ils amenaient beaucoup de moyens. En fait ils ont amené l'événement, beaucoup de gens ont été intéressés et il s'est agi de fédérer tous ces gens là pour faire durer le festival. C'est devenu l'association *Enfermés dehors* avec beaucoup de gens du bassin d'Aubusson et de Champagnat.

Les Ogres de Barback font partie du programme d'Aux Urnes etc. ils en sont même peut-être la cheville ouvrière, peut-on en parler?

Effectivement les Ogres sont à l'origine de cette manifestation. Avec Les Hurlements de Léo, ils ont fait un album il y a quelques années qui s'appelait *Un air 2 familles*, ils se sont dit qu'il fallait faire quelque chose de l'argent rapporté par la vente de ce disque. Ils ont les chapiteaux, une énergie, une aura nationale, des élections sont en vue, ils pensent qu'il est temps de réagir, de donner la parole aux gens, d'intervenir, d'où cette idée de faire tourner les chapiteaux, de la technique, avec des groupes volontaires, de créer un collectif national et de faire une tournée d'octobre 2006 à mai 2007. Ce n'est pas une manifestation formatée dans la mesure où chaque association accueillante a ses propres problématiques liées à son territoire, et on ne va pas retrouver la même chose en Creuse qu'à Toulouse ou Paris.

Pourquoi ce titre « Aux urnes etc. » qui est assez marqué ?

C'est marqué parce que effectivement il y a des élections qui arrivent, c'est « Aux urnes » et c'est aussi « Etc. ». Etre citoyen c'est aller voter mais c'est aussi autre chose : c'est chaque jour réagir, intervenir, adhérer à des associations, c'est ne pas être passif, c'est ne pas être spectateur de sa vie et de celle des autres, c'est aussi intervenir dans la vie de la cité dans un acte politique au sens propre et noble du terme. Pour certaines associations accueillantes c'est le « Aux urnes » qui a le plus d'importance, pour d'autres c'est le « Etc. » Aux urnes etc. va être accueilli en Creuse la première semaine d'avril, avec deux chapiteaux, il y aura des discussions, des forums, des concerts, du théâtre (voir programme en encadré). L'essentiel est qu'il y ait des rencontres, nous n'avons pas envie que ce soient les orateurs habituels qui tchatchent, mais que les gens prennent le micro et disent ce qu'est pour eux la citoyenneté : aller voter ou pas, tous les jours ou tous les cinq ans.

Vous voyez bien que la position de Creuse-Citron n'est pas particulièrement électoraliste, toutes les opinions pourront-elles s'exprimer ?

Au tout premier frémissement de « Aux urnes etc. » on se retrouve en réunion à Paris, à six ou sept autour de Fred des Ogres de Barback qui exprime son ras le bol de cette société fliquée, de la pression de l'Etat sur les gens et qui se demande que faire dans la perspective des élections présidentielles. Déjà on n'est pas tous d'accord, certains vont voter d'autres non. On décide d'organiser cette tournée et le nom « Aux urnes etc. » rallie tous les suffrages. Ce qui est important c'est d'arriver à parler de politique à l'occasion de ces élections et que toutes les positions soient recevables, que ça apporte des voix ou pas de voix c'est pas le problème. Il faut préciser que le collectif organisant la manifestation est sans étiquette, qu'il ne délivrera pas le message « allez voter » mais qu'il veut simplement donner les moyens aux gens d'en parler.

N'importe qui pourra venir pour prendre la parole mais dans l'organisation il n'y a que des associations sociales et culturelles.

Nous allons faire des interventions en milieu scolaire. A dix sept - dix huit ans, notre génération parlait beaucoup de politique et ça nous a aidé à nous forger des idées, aujourd'hui on a l'impression que les jeunes n'abordent pas du tout ces questions. Ca fait vraiment peur. A la télé le rouleau compresseur avance et les citoyens en face ne savent plus.

Pourtant il y a un super contre exemple, c'est le mouvement anti-CPE du printemps.

C'est vrai, c'était vraiment politique mais ça a fonctionné parce que ça n'a pas été l'histoire d'une organisation ou d'une autre, mais de tas d'organisations ensemble et de tas de gens qui n'étaient dans aucune organisation.

Le mot « citoyen » est un mot qui fait tilt dans nos oreilles, aujourd'hui tout est citoyen. Vous avez prévu dans la tournée un « cabaret citoyen » qu'entendez-vous par là, comment peut-on alterner musique et débats ?

L'idée de la musique c'est de faire des coupures dans le débat s'il est pesant, mais s'il est bien, la musique n'aura peut-être rien à y faire. Avoir un groupe comme les Ogres de Barback programmé le même soir qu'un débat risque de faire venir beaucoup de jeunes que le seul débat n'aurait pas attirés.

Quels sont les prochains projets, après l'Avant-scène et la Naute ?

Il n'y a pas de nouveau projet, nous continuons à travailler sur le développement du site de la Naute avec le prochain festival *Enfermés dehors*, et l'actualité qui nous fera rebondir.

Le projet « Aux Urnes etc. » est un projet ponctuel, lié à une sorte de flip politique généralisé, qui doit dépasser les élections.

Aubusson
4, 5, 6 avril

Avant-programme

Deux chapiteaux (500 et 300 places) seront installés sur le champ de foire.

Mercredi 4 avril 20h45
Cinéma Le Colbert

Projection du Film « Poste restante » de Christian Tran ou comment la mobilisation de la population peut permettre de maintenir un bureau de poste (Albon en Ardèche). Débat sur les services publics. Entrée 4€

Jeudi 5 avril sous chapiteaux

14h45 à 17h30 Projection d'un film discussions à destination du public scolaire, suivie d'une intervention musicale des *Ogres de Barback* avec discussion.

18h30 à 21h Apéro tchatche: buvette tapas et débat sur la citoyenneté.

21h30 Concert avec *Tribal Banda* (fanfare) et les *Ogres de Barback* (chanson), avec projections vidéo, interventions. Gratuit pour ceux qui ont participé à l'apéro et payant (8€) pour les autres.

Vendredi 6 avril sous chapiteaux

A partir de 17h et pendant toute la soirée : Forum associatif avec rencontres, échanges, témoignages.

20h Concert avec *Semtazone* (chanson festive), *Santamacairo* (fanfare tzigane), *Les Blérots de Ravel* (chanson), avec projections vidéo, interventions. Entrée 8€.

14 - Mauvaises lectures

C'est de la racaille? Eh bien j'en suis ! A propos de la révolte de l'automne 2005 par Alèssi Dell'Umbria, ed. l'Echappée, 2006.

Un livre intéressant pour essayer de réfléchir et comprendre les émeutes des cités-banlieues de l'automne 2005. L'auteur revient sur certaines évidences trop souvent noyées par le bla-bla médiatique : l'architecture morbide des banlieues qui va à l'encontre de toute sociabilité, l'identité hors-sol des banlieusards toujours déracinés, l'incapacité des élections à améliorer quoi que ce soit, etc. L'appartenance à une communauté, la question identitaire (à quel groupe, à quelle culture, à quelle région géographique j'appartiens ?) est problématique pour la plupart d'entre nous aujourd'hui (et en cela elle dépasse largement la question des cités-banlieues, nos régions entières pouvant être vues comme de vastes banlieues dortoirs).

Malgré le constat d'une désintégration sociale toujours plus générale et d'un renforcement de l'Etat répressif, l'auteur de ce livre invite chacun à dépasser les identités créées de toute pièce, qu'elles soient religieuses ou républicaines-citoyennistes, et appelle au dialogue entre déracinés de tout bord que nous sommes en vue d'imaginer une autre société que celle que l'Etat ou les fanatiques religieux nous proposent.

On peut souhaiter qu'un tel texte aidera à faire mûrir les révoltes à l'origine de ces émeutes. Par ailleurs, sa critique des partis politiques est particulièrement d'actualité en ces temps pré-électoraux.

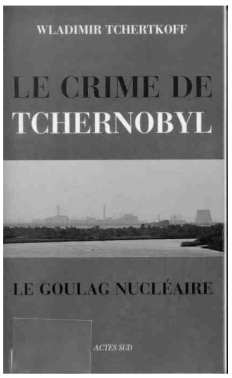
A écouter : **Les suprêmes dindes** : des anciennes secrétaires au style limite ringard pour du vrai rock qui décoiffe.

Ce groupe a joué en Creuse il y a quelques années et récemment il sort un nouveau disque enregistré sur scène et un DVD *Poutine* chez Crash Disques. Les textes du premier album font une critique légère et pleine d'humour de notre société : contre le consumérisme, les préjugés et le patriarcat ou le machisme... Et d'ailleurs, c'est aussi par féminisme que je parle de ce groupe : eh oui, pour une fois il y a des femmes sur scène !

Et elles ne servent pas à la déco et elles ne font pas que chanter (parce que les femmes c'est plus sensible et ça a une belle voix). Non, elles font du rock avec des guitares électriques et elles ont vraiment la pêche sur scène.

Oh pardon je devrait dire "ils ont vraiment la pêche", car il y a aussi un homme avec elles. Et ça, c'est une leçon pour tous les groupes uniquement masculins ; souvent ils disent que c'est pour éviter les "problèmes de nanas", d'autres fois ils évoquent des différences physiques handicapantes pour jouer de certains instruments (cor, bombarde...) ou encore, les femmes seraient plus attirées par la musique classique.

En conclusion, ils n'y sont pour rien ces pauvres gars ! Et bien si, c'est une situation sociale que nous devons tous changer, les musiciens comme les autres corps de métiers doivent réfléchir à la question du sexe.



Le crime de Tchernobyl, le goulag nucléaire de Wladimir Tchertkoff, éd. Actes Sud, 2006.

Un livre récent sur l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl survenue le 26 avril 1986 en Ukraine qui démontre comment le mensonge, le déni et le secret planent toujours sur la plus grande catastrophe technologique de l'Histoire. Tchertkoff a réalisé plusieurs films sur le sujet et ce livre, très accessible et très documenté, offre une intéressante synthèse critique étayée par de nombreuses interviews. L'auteur dénonce un crime incommensurable orchestré par les agences de l'ONU et la collaboration de l'Etat russe en pleine décomposition dont les victimes directes sont les personnes qui vivent toujours sur les territoires contaminés (des millions de personnes qui mangent quotidiennement du césium 137 avec leurs aliments...). Un crime aussi contre les liquidateurs (600 000 hommes qui se sont sacrifiés pour éteindre l'incendie de la centrale, évitant ainsi de rendre l'Europe peut-être inhabitable) dont beaucoup sont morts ou continuent de mourir dans d'atroces souffrances, abandonnés à leur sort, dans la misère, non reconnus par les autorités. Tchertkoff nous informe aussi, de façon très détaillée, du combat de deux scientifiques biélorusses (Youri Bandajevsky et Vassili Nesterenko) qui ont mis en jeu leur carrière, leur sécurité personnelle pour venir en aide aux populations contaminées et braver le dogme officiel.

Un dimanche de la vie, la révolution espagnole 1936/1939 Olivier Pinalie. 96 pages avec cahier photo. Editions du Monde Libertaire.

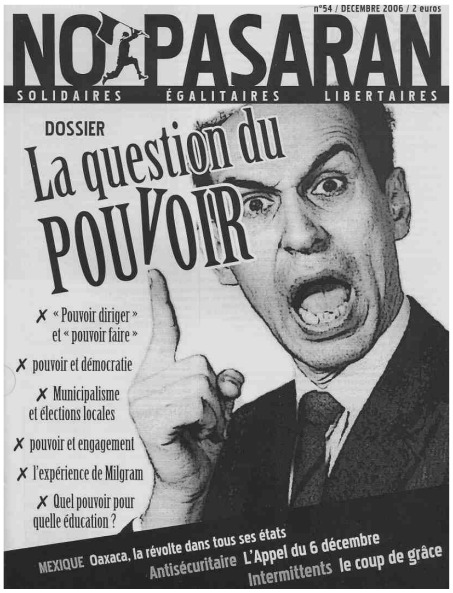
Un nouvel ouvrage sur l'Espagne 36 ? C'est justement celui qui vous manquait, car il propose une synthèse claire sur la place des anarchistes dans la guerre civile espagnole :

"Alors que le gouvernement décourage brutalement toute contestation sociale et que l'on nous exhorte quotidiennement à l'ordre républicain, la Révolution espagnole est une mémoire vive dont nous devons pouvoir disposer, un enjeu de liberté face à la confusion et l'ignorance qu'entretiennent les nouvelles idéologies politiques. Il ne s'agit pas d'exalter une nouvelle "issue collective" mais de se défendre en se réappropriant une histoire qui soulève des questions loin d'être toutes dépassées. L'histoire, quand on la connaît, est là pour nous permettre de mesurer ce qui dans le présent nous détermine et nous agite !".

La presse libertaire (ou « amie ») se porte toujours aussi bien d'un point de vue production ; pour l'aspect diffusion, c'est plus difficile et celle-ci reste toujours un peu trop limitée. Ce serait dommage tout de même de ne pas profiter des richesses que l'on peut y trouver. Voici donc quelques pistes !

A signaler le changement de formule (format, composition…) du mensuel de la Confédération Nationale du Travail (CNT), **Le Combat Syndicaliste**. Il a sans aucun doute gagné en présentation et confort de lecture sans perdre pour autant sur l'intérêt des informations et des textes proposés. Dans le numéro de janvier 2007, l'accent est mis sur l'épineux problème de la « représentativité syndicale » à l'ordre du jour de la prochaine réforme envisagée. A côté d'articles à forte connotation syndicale, on peut lire dans les pages culturelles, un très bon texte sur le peintre d'origine sud-africaine, Bruce Clark qui vient de sortir « Dominations » aux éditions Homnisphères. Qui ne se souvient pas de sa très belle affiche pour « Edvard Munch », le film de Peter Watkins ?

Le numéro de décembre 2006 de **No Pasaran** nous propose « La question du pouvoir », un dossier assez fourni au plus près de l'actualité. Dans leur présentation,



la rédaction n'hésite pas à « jouer cartes sur table » en déclarant : « Nous ne voulons pas détruire le pouvoir, nous voulons que toutes et tous se le réapproprient. Ne laissons à personne le soin de décider à notre place » ! A côté d'une réflexion sur « une critique du pouvoir » et une analyse des concepts, « pouvoir et démocratie », on peut y lire un intéressant article sur « le municipalisme et les élections locales (A qui profite les urnes ?) ». C'est vrai qu' « à l'approche des élections présidentielles et législatives de 2007, des cantonales et municipales de 2008, se repose la question du vote et de la légitimité des institutions organisant la démocratie représentative ».

A une échelle intéressant plus particulièrement les libertaires, l'échelle locale, la pratique de la démocratie directe reste au cœur du problème ! Aussi peuvent-ils se trouver confrontés à différentes tactiques : « exercer un contre-pouvoir, en dehors des institutions, par le biais d'actions directes, d'agitation communaliste ou mettre en place une dynamique visant à présenter une candidature municipaliste libertaire » ? Les réponses restent ouvertes !

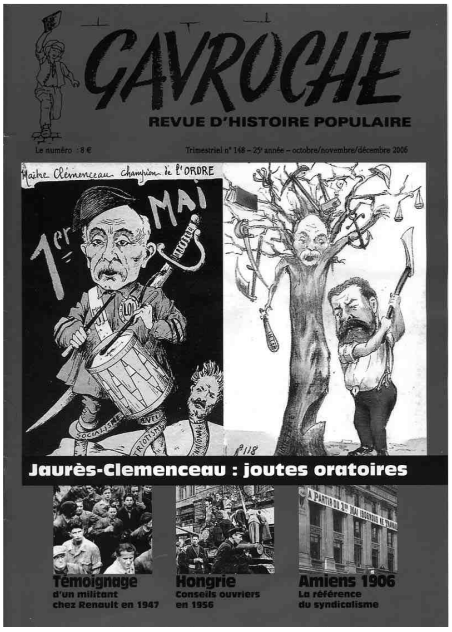
Dans le même registre, le dernier **Réfractions** (hiver 2006-printemps 2007) est consacré aux « Pouvoirs et conflictualités ». Nous en parlerons un peu plus en détail dans le prochain CREUSE-CITRON.

Dans le cadre des 70 ans de la Révolution espagnole, le dernier bulletin (janvier 2007) de critique bibliographique, **A contretemps**, consacre l'essentiel de ses pages à cette « Espagne 36 , état des lieux ». Les textes sont toujours d'une grande richesse et de très bonne qualité « Guerre civile : les soubresauts d'une histoire sans fin », « Trajectoires et mutations de l'anarchisme espagnol », « Eclats d'aventure d'un trimardeur de la révolution ».… Toute personne libertaire ou non s'intéressant à ce sujet ne peut qu'être enthousiaste à la lecture d'une telle publication.

Pendant six mois dans le sud du Mexique, l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO) s'est très massivement opposée à l'autorité d'un dictateur-gouverneur et a mis en place un début de démocratie directe protégée par de nombreuses barricades : ce formidable mouvement de résistances et de propositions révolutionnaires a pu être surnommé « la commune libre d'Oaxaca ». Dans toute la presse libertaire, de très nombreux articles sont parus sur cet événement. On peut lire , entre autres, « Ils veulent nous obliger à gouverner, ne cédons pas à la provocation » dans **Courant alternatif** – décembre 2006, ou bien encore « Pouvoir populaire contre pouvoir d'Etat » dans **Alternative libertaire** – décembre 2006. De plus, **CQFD** vient de sortir, associé à **L'insomniaque éditeur** (entre autres) un hors-série sur « la commune libre d'Oaxaca » (trouvable en kiosque et librairie).

Ce même journal **CQFD** (trouvable en kiosque et librairie), dans son dernier numéro (15 décembre 2006) nous offre un supplément spécial «Total rural » de huit pages paysannes ! Vivant dans un département comme la Creuse, il nous aurait été difficile de ne pas vous le signaler. A côté de ces pages « bucoliques », on peut retrouver la chronique de notre copain-prolo, Jean-Pierre Levaray ainsi que le cri de survie de Jann-Marc Rouillan (militant d'Action Directe emprisonné depuis plus de vingt ans) . Jann-Marc dans son article « A la prison comme à la guerre » nous explique qu'« Aux Etats-Unis, la "haute sécurité" carcérale a servi de champs de manœuvres aux ingénieurs de Guantanamo et aux tortionnaires d'Abou Ghraib » et que « cette militarisation n'épargne pas les prisons françaises ». Aussi pouvons-nous nous poser la question avec lui : « A quelles guerres nos matons encagoulés se préparent-ils » ?

Dans ces colonnes, nous n'avons encore jamais parlé de la revue d'histoire populaire, **Gavroche**. Nous réparons aujourd'hui cet oubli. Cette publication en est à sa vingt-cinquième année d'existence et la qualité est toujours là avec un grand éclectisme dans le choix des thèmes traités. Dans le numéro d'octobre-novembre-décembre 2006, des anniversaires ont guidé une partie de ce choix : le congrès de la CGT à Amiens (octobre 1906) qui adopta la fameuse « charte » d'Amiens, document de référence pour nombre de syndicalistes français, en particulier, les anarcho-syndicalistes mais aussi la Révolution hongroise avec ses conseils ouvriers (octobre 1956).



Aux sympathisants et adhérents du Réseau Sortir du Nucléaire dans les départements 19, 23, 03.

La Marche du Vivant (soutenue par le Réseau Sortir du Nucléaire) traversera la France du 6 février au 6 mai à partir de l'Aude jusqu'à Paris en suivant grosso modo la méridienne verte.

Il s'agit d'une caravane d'artistes (avec entre autres des roulottes à chevaux) qui offriront des spectacles aux étapes et créeront divers événements pour parler des grands problèmes actuels et tenter de se réconcilier avec la Terre.

Pour infos complémentaires, voir les quelques pièces jointes et aller voir leur site : www.lamarcheduvivant.org

Ussel (Corrèze) le 15 mars
Lussat (Creuse) le 23 mars
Montluçon (Allier) le 25 mars

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson :
Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.
Bar *L'Avant-scène*, Centre Jean Lurçat.
Champagnat : Snack-bar *Aux deux Pas d'là*.
Champagnat / St Domet : Etang de la Naute
Champagnat : Bar de Montelladonne
Chaussidoux : Bar Restaurant *La Stabu*.
Chavanat La Roussille : Le Papillon rouge
Eymoutiers : Librairie Passe-Temps
Guéret :
Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.
Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.
Bar-tabac *Le Bolly*, 2 rue Maurice Rollinat.
Royère : Bar *L'atelier.*
Sardent : Bar *Chez Bichette*
Bar *Chez Josiane*
St Laurent : Bar *L'Envolée* 13 rue des Cerisiers et bien sûr
dans les manifs et rassemblements

Creuse-Citron est également téléchargeable en version PDF sur : http://cnt87.org/

Numéro réalisé avec le logiciel libre SCRIBUS. Téléchargeable sur : www.scribus.net/
Plateformes : Linux, MacOs X, Windows 2000 et Xp
Imprimé par Repro-Service 23

Cinéma Le Lido à Limoges Vendredi 30 mars à 20h

Soirée exceptionnelle présentée par l'association *Mémoire à Vif* « **Hommage à la révolution espagnole, acte 2** », tarif unique 15€

Projection de « Jours d'août » de Marc Récha (Espagne 2006, 1h33)

Errance de deux frères lors d'un été brûlant en Catalogne, sous le signe d'une histoire tout aussi brûlante : celle de la guerre civile… « Un pied dans le passé, un pied dans le présent, dans un juste équilibre entre mémoire et oubli. »

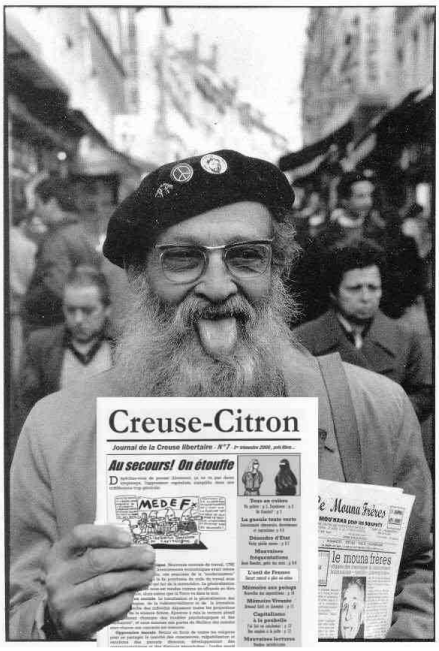
Serge Utgé-Royo chante la révolution espagnole « Coup de cœur. Une voix unique : révoltez-vous en chantant. Ce n'est pas seulement un talent rare, c'est aussi une des plus belles voix de la chanson d'aujourd'hui. Mais voilà, Serge Utgé-Royo, catalan de timbre et de cœur, est anar et ne fait aucune concession aux lois du marketing. » (J.-F. Kahn in Marianne)

L'Atelier (Royère de Vassivière) Jeudi 8 mars à 21h

Alerte à Babylone, film réalisé par Jean Druon (2005) 95mn.

Projection suivie d'un débat.

Babylone était cette cité assiégée de l'extérieur. Ce qui menace aujourd'hui la société globale d'effondrement résulte de la mystérieuse contrainte qui s'impose à elle de poursuivre son développement sans limite. Et cette contrainte ne peut être satisfaite que par la restriction toujours plus poussée des libertés humaines. A travers une série de déplacements et rencontres au sein de la cité moderne, ce film propose un constat actualisé de cette inquiétante perspective.



En 1970, déjà, Aguigui Mouna diffusait Creuse-citron à Paris !

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité#: c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements

Les frais d'envoi postaux sont de 1 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts. Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir et rédigez votre chèque à l'ordre de ***Citron Libre***.

Courrier postal : Creuse-Citron
C/o CNT 23 BP 181 23004 Guéret
Courriel : creusecitron@ free.fr

La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal est libre et fortement encouragée.